

## Qui sommes-nous ?

Fondée en 2020, l'AMAP Let It Blettes rassemble aujourd'hui 65 familles de Bourg-la-Reine autour d'un projet militant clair : promouvoir une alimentation de proximité, bio, saine et de qualité, dans un esprit solidaire.

Notre démarche s'appuie sur un double engagement solidaire :

- Vis-à-vis de nos petits producteurs locaux, que nous accompagnons et soutenons financièrement sur le long terme ;
- Vis-à-vis des familles en situation précaire, car nous sommes convaincus que l'accès à une alimentation de qualité est un droit fondamental et universel.

C'est dans cet esprit d'ouverture et d'inclusion sociale que nous cofinçons actuellement les paniers de trois familles, membres à part entière de Let It Blettes, en partenariat avec le Secours Catholique.

Par ailleurs, notre démarche réduit au minimum l'impact des transports alimentaires et s'inscrit dans une logique Zéro déchet.

## Contexte

Face aux conséquences directes du changement climatique et aux nombreux reculs sur l'écologie et la solidarité aux plans international et national, nous sommes profondément convaincus que l'échelle municipale est la plus pertinente pour déployer des solutions écologiques et sociales concrètes. L'agriculture étant le deuxième secteur le plus émetteur de gaz à effet de serre en France, les collectivités locales ont un rôle décisif à jouer.

En votre qualité de futur(e) Maire et Conseiller(e)s municipaux, représentants du territoire de Vallée Sud Grand Paris, vous détenez un levier d'action majeur pour l'avenir de notre territoire. C'est pourquoi l'AMAP Let It Blettes souhaite aujourd'hui connaître votre vision et vos engagements sur les thématiques qui nous animent.

En tant que liste basée sur des valeurs écologistes et solidaires, nous sommes très sensibles à l'importance d'une agriculture biologique qui préserve l'environnement, aux circuits courts qui permettent de dégager un meilleur revenu pour l'agriculteur et de meilleurs produits, plus frais, pour le consommateur, à une alimentation équilibrée qui est un véritable enjeu de santé publique.

De nombreux candidat·e·s de notre liste s'impliquent déjà dans les AMAP de Bourg la reine (qu'ils ont co-fondé pour plusieurs d'entre eux). Si nous sommes élu·e·s, promouvoir des solutions innovantes pour une façon de s'alimenter mieux et de façon solidaire fera partie de nos priorités. La création d'une AMAP municipale solidaire est inscrite dans notre programme et un projet de ferme urbaine (potentiellement mutualisée avec d'autres communes) sera analysé avec beaucoup d'attention.

Le traitement des déchets fait également partie des sujets que nous allons pousser auprès du Territoire dont c'est une compétence, et des intervenants concernés.

## Nos propositions et attentes

### 1. Soutien à l'agriculture bio locale

- Quelle proportion de produits biologiques et locaux prévoyez-vous dans la restauration scolaire, les repas à domicile et les buffets municipaux, en conformité avec la loi EGAlim ? Quel calendrier pour atteindre les objectifs légaux (50 % de produits durables dont 20 % de bio) ?

Le projet de cuisine centrale (mal) initié à Fontenay aux Roses a été un échec, une perte de temps et d'argent, et la position d'observateur minoritaire qu'a prise la majorité sortante dans l'affaire montre le peu d'intérêt qu'elle a pour le sujet.

Nous avons pour ambition de relancer ce projet de cuisine centrale, en lien avec les communes avoisinantes, afin d'atteindre, voire de dépasser, les objectifs fixés par la réglementation en termes de proportion de produits durables et bios.

Dans l'attente de l'aboutissement de ce projet, nous engagerons des négociations avec les prestataires actuels pour permettre une mise en œuvre dans les meilleurs délais, par le biais d'avenants aux contrats en cours.

Le contexte urbain dans lequel nous nous trouvons rend plus difficile l'approvisionnement en produits locaux, nous mettrons donc l'accent sur les produits d'origine biologique dont nous comptons augmenter la proportion pour arriver à 50 % minimum en valeur en fin de mandat, plus tôt si possible.

Sans prétendre faire de BLR une « terre nourricière », (qu'elle a été avec un passé de maraîchage jusque dans les années 70), un effort significatif sera fait pour orienter une partie des espaces verts publics vers un usage d'agriculture urbaine. Ces usages créent du lien social, sont pédagogiques, et peuvent aussi au premier chef permettre des économies. Ils redonnent un lien sensible entre la nourriture et le réel biologique.

- Comment comptez-vous augmenter la part de protéines végétales dans la restauration collective ?
- Comment prévoyez-vous de prioriser les commandes directes auprès des agriculteurs locaux d'Île-de-France, plutôt que de passer par des centrales d'achat ?

Nous développerons une restauration collective plus végétale en augmentant la part des menus végétariens équilibrés. Cette évolution s'appuiera sur la formation des équipes, des recettes attractives et une réduction de la part de protéines animales, en privilégiant leur qualité lorsqu'elles sont servies. Elle sera incluse dans notre projet de cuisine centrale évoqué ci-dessus.

Nous favoriserons les circuits courts en adaptant les marchés publics pour permettre des commandes directes auprès des producteurs franciliens (allotissement, critères environnementaux renforcés, option mieux-disant).

Le projet de ferme municipale (voir votre question 3) pourra concourir en cours de mandat à couvrir au moins partiellement les besoins

Nous avons également inscrit dans notre programme la création d'une AMAP municipale et solidaire.

- Envisagez-vous la mise en place d'un Schéma de Promotion des Achats Responsables (SPAR) pour structurer votre politique d'achats publics durables ?

Oui. Nous mettrons en place un SPAR pour structurer et piloter une politique d'achats publics durable, intégrant systématiquement des critères environnementaux, sociaux et de soutien à l'économie locale.

Ce SPAR fixera des objectifs mesurables, fera l'objet d'un suivi transparent et constituera un levier central pour aligner les achats de la Ville avec nos engagements écologistes.

- Par quelles initiatives concrètes comptez-vous promouvoir les AMAP présentes à Bourg-la-Reine ?

Nous pensons les associer si elles le désirent aux différentes actions d'informations sur l'alimentation que la nouvelle municipalité mènera à l'intention des jeunes et des moins jeunes. Elles seront également associées au projet d'AMAP municipale et autres projets concernant l'alimentation saine et solidaire.

Elles trouveront dans la Maison des Associations et Initiatives Citoyennes que nous allons créer, l'occasion de rencontrer d'autres associations, de créer du lien et de se faire connaître.

Elles auront un accès facile à tous les canaux de communication de la Mairie : Affichage, Bourg la Reine Magasin, panneaux divers, événements.

Les relations avec les Amap ne seront pas suivies par l'adjoint-e chargé-e du commerce, mais par un-e élu-e du secteur santé environnement. Elles pourront disposer d'un local de stockage décent.

Nous veillerons également à ce que les autres formes de commerce (marché, magasins bio, etc.) soient dans la même dynamique qualitative, et ne soient pas mis en opposition avec le développement des circuits courts qui à ce jour satisfont moins de 200 foyers de la commune.

- Comment allez-vous améliorer la visibilité des AMAP, notamment en mettant à leur disposition un lieu de distribution central, propre, accessible aux véhicules de livraison ?

Nous comptons les prendre en compte dans l'aménagement de l'espace du marché. En attendant, libérer une des pièces sur le parking de la gare pour leur permettre d'abriter leur matériel de pesée et de distribution, dans de meilleures conditions et notamment à bonne distance des poubelles du marché.

- Envisagez-vous de financer des contrats AMAP temporaires pour les jeunes parents au moment de la diversification alimentaire, afin de les sensibiliser aux pratiques alimentaires résilientes recommandées par les autorités de santé et dans un contexte de soutien à la parentalité ?

C'est une piste que nous étudions afin de faciliter l'accès à des produits locaux, de saison et de qualité. Ce dispositif s'inscrirait dans une politique globale de soutien à la parentalité et de prévention en santé, en lien avec les recommandations des autorités sanitaires, pour soutenir des pratiques alimentaires résilientes.

## 2. Précarité alimentaire et démocratie alimentaire

- Êtes-vous prêts à financer le développement de paniers solidaires en partenariat avec le CCAS pour les foyers à faibles revenus ou pour lutter contre la précarité étudiante ? (Exemple : [paniers de légumes bio à partir de 5 € à Villejuif](#))

OUI, c'est prévu dans notre programme au sein de l'AMAP municipale solidaire

- Êtes-vous disposés à déployer à l'échelle locale des projets expérimentaux inspirés de la sécurité sociale de l'alimentation, comme la mise en place d'une Caisse alimentaire solidaire ? (Exemples : [Paris – mairies des 14e et 20e arrondissements](#), [Montpellier](#), [Flers Agglo](#))

Nous sommes favorables à impulser ce genre d'initiatives citoyennes et à les accompagner dans leur projet au sein de la Maison des associations et des initiatives citoyennes avec un support logistique et financier en fonction des projets.

## 3. Vers une ferme municipale : un modèle éprouvé et inspirant

Avec 93 municipalités en France ayant déjà acquis des fermes pour diversifier leur approvisionnement, et des exemples proches comme Bièvres, Romainville (projet 2027), Maisons-Alfort ou Villejuif, la création d'une ferme municipale est une voie qui a fait ses preuves.

- Envisagez-vous, à l'échelle de la commune ou de la communauté d'agglomération, l'acquisition ou la création d'une ferme municipale ? Celle-ci pourrait approvisionner la restauration collective en produits biologiques, développer des projets pédagogiques innovants et servir de lieu d'accueil pour les centres de loisirs.

C'est un projet que nous porterons et mettrons en œuvre en fonction de la faisabilité. Nous travaillerons sur ces projets avec des associations connaissant bien le sujet (Comme l'association La Sauge, qui gère celle d'Aubervilliers— Réseau Francilien de l'Agriculture Urbaine..) et de façon participative, en incluant les citoyens et en premier lieu les AMAP qui auront à cœur de s'impliquer dans ce projet.

C'est un projet à moyen/long terme, mais c'est un horizon désirable que nous souhaitons concrétiser. Il existe des exemples de villes comparables à BLR qui l'ont fait.

Ce sujet – parmi d'autres - sera évoqué lors de la réunion publique du 20-02 aux Colonnes

#### **4. Lutte contre le gaspillage alimentaire et valorisation des biodéchets**

- Quelles politiques ambitieuses de réduction et de valorisation des déchets comptez-vous mettre en œuvre ?

Les déchets sont gérés au niveau du Territoire VSGP (Vallée Sud Grand Paris). Nous ferons un bilan sur chacune des filières pour dégager les marges d'amélioration sur le nouveau traitement des encombrants, sur la mise en place du compost ménager déroulée au niveau de l'ensemble des habitants.

Au-delà de la collecte, nous questionnerons le recyclage effectué. C'est actuellement une zone d'ombre complète de la politique de ville et du Territoire : quelle filière de traitement ? Comment réduire la source (la meilleure des solutions) ? – Comment contribuer à une économie circulaire ? Pour la ville en tant qu'acteur économique, les entreprises locales, et les ménages.

- Comment prévoyez-vous de valoriser les biodéchets générés par le marché municipal et la restauration collective (compostage, méthanisation, circuits de récupération type Disco-soupe) ?

Nous sommes très sensibles au traitement de ces déchets. Nous demanderons aux gestionnaires du marché et des différentes formes de restauration collective de mettre en place les solutions adaptées, et notamment pour le marché : le compostage pourra être mis en place avec des fermes partenaires, ou la méthanisation avec des partenaires existants, en fonction du volume de biodéchets générés.

La dimension du traitement des déchets fera parti du cahier de charges et des négociations avec le concessionnaire du marché. La majorité sortante a depuis des années confié cette gestion à des sociétés n'ayant aucune politique sur le sujet, et a gravement manqué dans le suivi de ces concessions. La Ville en Partage a toujours voté et argumenté en faveur d'une gestion plus directe du marché, c'est ce que nous mettrons en place un fois élus.

Nous encouragerons l'usage de l'emballage réutilisable et le tri des déchets au sein du marché, nous organiserons le don/réutilisation des légumes invendus.